

Budget 2025 : comprendre les enjeux du vote, le calendrier à respecter et les scénarios possibles

Le circuit d'examen de ce texte politique majeur, qui fixe les orientations des dépenses de l'Etat, accuse déjà plusieurs semaines de retard.

Par Romain Imbach

Publié aujourd'hui à 08h00, modifié à 08h27 -  Lecture 5 min.

La préparation du budget pour l'année 2025 reste suspendue à la formation du nouveau gouvernement de Michel Barnier, qui aura la tâche de reprendre l'ébauche laissée par les ministres démissionnaires, avant de transmettre le projet de loi au Parlement. Le circuit d'examen de ce texte majeur accuse cependant plusieurs semaines de retard par rapport au calendrier habituel, qui voudrait que le Haut Conseil des finances publiques donne son avis à la mi-septembre.

• Quel est l'enjeu de la préparation du budget 2025 ?

Le gouvernement doit présenter au Parlement le budget, qui doit être définitivement adopté avant la fin de l'année pour permettre à l'Etat et aux administrations de fonctionner à partir du 1^{er} janvier. En l'absence de budget voté et publié au 31 décembre, donc de moyens accordés, les administrations publiques seraient dans l'impossibilité de rémunérer les fonctionnaires, de payer les

A côté de cet aspect primordial pour le fonctionnement de l'Etat, François Ecalte, fondateur de Fipeco, un site d'information sur les finances publiques, soulève une série d'enjeux macroéconomiques, qui relèvent de « *la politique économique des finances publiques* ». La cohérence vis-à-vis des objectifs du programme de stabilité, le respect des règles budgétaires fixées par l'Union européenne ou encore l'inquiétude des marchés financiers vis-à-vis de la dette du pays sont autant d'éléments que le gouvernement doit intégrer. Il précise qu'avec « *les nouvelles règles budgétaires européennes, on devrait faire un effort de redressement de nos comptes publics, soit en limitant nos dépenses, soit en augmentant les impôts, de l'ordre d'une quinzaine de milliards par an, pendant cinq à sept ans* ». L'équation complexe consiste à faire adopter un budget par l'Assemblée nationale et le Sénat tout en sachant « *rassurer nos créanciers et nos partenaires européens* ».